



Figures de l'impérialisme américain en Amérique latine : la rupture pour ne rien changer

Par [Renaud Lambert](#)

Mondialisation.ca, 14 mai 2007

[Risal](#) 14 mai 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#)

En Amérique latine, « *près d'une personne sur quatre vit avec moins de 2 dollars par jour (...). Bien des enfants ne terminent pas l'école primaire. Bien des mères n'ont jamais vu de médecin. À une époque de prospérité et de croissance, ceci est un scandale. C'est aussi un défi.* » Simon Bolivar « *a réussi à venir à bout d'un pouvoir colonial (...). Nous sommes les enfants de ce combat et c'est notre mission que de mener cette révolution à terme (...).* »

Les détracteurs du président vénézuélien Hugo Chavez trouveront probablement qu'il en fait décidément trop dans le registre « populiste ». Ils auront tort, car c'est en fait le président des Etats-Unis qui s'exprimait ainsi le 5 mars 2007, dans l'un des temples de cette « révolution américaine » dont avait rêvé Bolivar : le *Centre international de commerce « Ronald Reagan »*. Tout le long de cette tournée latino-américaine d'un peu moins d'une semaine, qui devait le mener au Brésil, en Uruguay, en Colombie, au Guatemala puis au Mexique, George W. Bush souhaitait adresser un message aux « *travailleurs et paysans* » latino-américains : « *vous avez un ami au Etats-Unis* » [1].

Il y eut bien sûr les habitués « bourrus » pour se froisser de ce qu'en termes d'assistance, la Maison-Blanche ait plus de « *compassion* » que de dollars à proposer à ses voisins du Sud. Ainsi, George W. Bush - qui tenta d'enfoncer le clou avec toute l'habileté rhétorique qu'on lui connaît [2] -, ne vit peut-être pas ses efforts récompensés par la gratitude qu'il avait anticipée quand, loin de s'esbaudir devant l'indignation du président américain qui se disait « *soucieux de vos difficultés* » [3], Clovis Rossi, éditorialiste à la *Folha de Sao Paulo*, commentait : « *L'Amérique latine a besoin de commerce et d'investissements, beaucoup plus que de compassion.* » [4] Il est vrai que, malgré les promesses d'œuvrer à « *la justice sociale* », le budget prévisionnel 2008 de la Maison-Blanche prévoit une baisse de 8% de l'aide destinée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, une aide principalement militaire.

Toutefois, si l'on exclut de telles marques de manque de savoir vivre, les efforts de l'« *ami* » des travailleurs et paysans latino-américains pour donner tous les gages de la rupture avec une politique étrangère jugée « oublieuse » de la voisine Amérique latine furent salués. Des colonnes du *Monde* (« *le continent latino-américain est en train de reprendre de l'importance dans la politique étrangère américaine* », 8 mars 2007) à celles du *New York Times* (« *Bush veut indiquer un changement d'agenda lors de son voyage en Amérique latine* », 6 mars 2007), l'ère de la « révolution made in Washington » était advenue...

Pourtant, comme bien souvent, la rhétorique de la rupture a pour principal effet de masquer les continuités. La première d'entre-elles trouve peut-être son illustration la plus parlante

dans l'auditoire que le président américain avait rassemblé ce jour-là dans le *Centre international de commerce « Ronald Reagan »* de Washington, pour clamer sa volonté « *d'aider les pays de l'hémisphère à combler les besoins essentiels de leurs peuples* ». Il s'agissait d'ambassadeurs latino-américains, d'une part, mais aussi, et surtout, d'entrepreneurs implantés dans la région, réunis au sein de la Chambre hispanique de commerce des Etats-Unis (USHCC). A eux aussi, George W. Bush avait un message à délivrer. Il le fit au détour d'une phrase : « *J'apprécie à sa juste valeur le travail que vous faites en collaboration avec nos banques pour aider les mouvements de capitaux.* » [5] Les apartés en disent parfois plus que de longs discours, car l'histoire des rapports des Etats-Unis avec son « arrière-cour » latino-américaine est, avant tout, celle de cette impérieuse nécessité : les « *mouvements de capitaux* » au sein de la région. C'est cet impératif qui donne à la politique étrangère des Etats-Unis - marquée par ses soubresauts et ses revirements -, son implacable continuité.

Mouvements de capitaux

Même un Président des Etats-Unis peut se tromper. Ainsi, alors que le jeune Donald Rumsfeld lui demandait conseil quant à sa future carrière, Richard Nixon lui déconseillait fortement de s'intéresser à l'Amérique latine : « *L'Amérique latine, on s'en moque* » [6] devait-il lâcher.

Otto Reich, alors Secrétaire d'Etat adjoint pour l'Hémisphère occidental, allait présenter un point de vue sensiblement moins péremptoire à la *Heritage foundation*, un think-tank néolibéral américain, le 31 octobre 2002. Il rappelait que « *Les Etats-Unis vendent plus à l'Amérique latine et aux Caraïbes qu'à l'Union européenne, plus à nos partenaires de l'ALENA [7] qu'à l'Europe et au Japon réunis, plus au Cône sud qu'à la Chine* » [8]. S'agissait-il là d'une révolution dans les relations de voisinage sur le continent américain ? Pas le moins du monde, puisqu'en 1959, Herbert Matthews, du *New York Times*, soulignait déjà qu'« *Environ un quart de nos exportations sont destinées à l'Amérique latine et [qu'] un tiers de nos importations viennent de la région (...).* » [9] La situation n'est pas neuve, donc, elle n'a fait que s'intensifier au cours de la dernière décennie.

Entre 1992 et 2003, les exportations des Etats-Unis vers l'Amérique latine sont passées de 75,7 à 149,5 milliards de dollars (une augmentation de 97,5% alors que le volume total des exportations américaines croissait de 61,5% sur la même période) [10]. Au même moment, le volume des importations américaines en provenance d'Amérique latine (principalement des matières premières) augmentaient presque deux fois plus vite que le volume total d'importations américaines, les Etats-Unis recevant la moitié de la production de la région entre 2000 et 2005 (contre un tiers dans les années 80) [11].

« Les veines ouvertes de l'Amérique latine »

Dès 1959, l'importance de ces échanges était telle qu'Herbert Matthews continuait son analyse de la situation en ces termes : « *A tout instant, la question se pose « Si nous n'avions pas l'Amérique latine à nos côtés, notre situation serait dramatique. » Sans accès aux produits et aux marchés d'Amérique latine, les Etats-Unis seraient réduits au statut de pouvoir de second rang.* ». Le lien entre « échanges commerciaux » et domination n'est peut-être pas évident pour tous ceux qui, comme John Quincy Adams en 1842, estiment qu'ils sont fondés « *entièrement, exclusivement, sur le précepte chrétien qui nous demande d'aimer notre voisin comme nous-mêmes* » [12]. Il n'en est pas moins réel.

En effet, alors que les matières premières extraites en Amérique latine lui reviennent sous la forme de produits transformés, la valeur ajoutée - liée au processus de transformation -, reste, elle, aux Etats-Unis. D'autre part, l'avantage compétitif des industries américaines est tel qu'il devient difficile, voire impossible, pour les pays du Sud, de développer des industries de transformation en mesure de concurrencer celles du Nord. C'est pourtant dans ce domaine que sont générés les emplois et la richesse. Les « veines » de l'Amérique latine sont donc saignées à la fois en amont et en aval du processus de production, pour reprendre l'image d'Eduardo Galeano [13].

Loin de donner naissance à un commerce basé sur la réciprocité, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Amérique latine sont donc les outils de la division internationale du travail qui a marqué le développement du capitalisme au XXe siècle. La nécessité, pour le capital, de dépasser les frontières nationales, n'est autre qu'un élan de survie visant à lutter contre cette contradiction dont Marx estimait qu'elle portait en elle la mort à venir du système capitaliste, celle qui veut qu'à mesure que se développe le capitalisme dans un espace économique donné, il engendre, de façon implacable, une baisse tendancielle des taux de profits... c'est-à-dire sa mort.

Cette phase « supranationale » du développement capitaliste, Lénine en analysait les rouages en ces termes : une fois constitué « *un énorme excédent de capitaux* » dans « *quelques pays très riches* », écrivait-il, celui-ci « *est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses (...), car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières bon marché.* » [14] C'était en 1916, pourtant, ces lignes auraient pu être écrites hier.

« *L'impérialisme* » n'est donc pas ce concept « élimé » que les hérauts de « la fin des idéologies » récusent en le réduisant à la condamnation « morale » de la nature d'un peuple et à ses velléités conquérantes. Au contraire, loin d'être le symptôme d'une pathologie psychologique, l'impérialisme est le résultat direct des logiques intrinsèques au développement du système de rapports sociaux qui sous-tend notre société : le système capitaliste, dont il représente, selon Lénine, « *le stade suprême* ».

Vaste creuset d'idées révolutionnaires...

Dès lors, les appels au développement, à la justice sociale et à l'éradication de la pauvreté formulés par George W. Bush tout au long de son voyage ne sont guère plus que de simples gesticulations rhétoriques sans le moindre impact sur le moteur profond de la politique étrangère américaine. Le souhaiterait-il d'ailleurs, George W. Bush ne serait pas en mesure d'infléchir cette réalité sans remettre *nécessairement* en cause le système capitaliste lui-même. Et s'il est clair sur une chose, c'est bien sur sa conviction que ce système est le bon...

Robert Zoellick, l'ancien représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, ne disait pas autre chose quand il soulignait la nécessité d'avoir « *une politique étrangère et une politique économique qui se renforcent mutuellement* » [15]. Colin Powell, alors secrétaire d'Etat, était encore plus clair : « *Notre objectif est de garantir aux entreprises des Etats-Unis le contrôle d'un territoire qui va du pôle Nord à l'Antarctique et d'assurer un libre accès, sans obstacles ni difficultés, à nos produits et à nos services, à la technologie et au capital des Etats-Unis, dans l'ensemble du continent.* » [16] La politique étrangère se met au

service de la politique économique du pays, elle-même réduite à la défense des intérêts des « entreprises » privées américaines. De l'ordre en toutes choses...

Qu'on ne s'y trompe donc pas. Si l'administration américaine choisit aujourd'hui de renoncer au ton conquérant qui présida à l'élaboration d'une Zone de libre-échange des Amériques (ALCA), elle n'abandonne pas ses ambitions. D'ailleurs, le fait que dans son discours du 5 mars, George W. Bush ait choisi de se référer à John Fitzgerald Kennedy qui, lui aussi, avait fait le « *rêve d'un hémisphère qui grandirait dans la liberté et la prospérité* » et proposé « *une ambitieuse Alliance pour le progrès pour aider les pays de l'hémisphère à satisfaire les besoins essentiels de leurs peuples (...)* » [17] est révélateur de la continuité que maquille la dernière déclinaison américaine du thème de la « rupture compassionnelle ».

Lors du lancement de l'Alliance pour le progrès, le 13 mars 1961, John Fitzgerald Kennedy avait lui aussi puisé dans le registre « révolutionnaire » pour souligner l'inflexion qu'il souhaitait donner à la politique étrangère des Etats-Unis : « *Transformons à nouveau le continent américain en un vaste creuset d'idées révolutionnaires (...). Réveillons à nouveau notre révolution américaine jusqu'à ce qu'elle guide les combats des peuples en tout lieu (...)* ». Au nombre des mesures prises par les Etats-Unis, l'on comptait, il est vrai, le versement de 20 milliards de dollars sur dix ans - une somme importante, beaucoup plus d'ailleurs que l'aide promise par George W. Bush à l'Amérique latine en 2007 -, et l'acceptation, par Washington, de la nécessité d'une réforme agraire dans le continent.

Toutefois, la « *révolution américaine* » vue par Kennedy, n'allait pas pour autant bouleverser les systèmes d'exploitation déjà en place. Trois ans plus tard - Kennedy avait croisé Lee Harvey Oswald à Dallas -, David Horowitz notait que « *des 1 500 millions de dollars déboursés au cours des deux premières années de l'Alliance, 600 millions de dollars avaient été alloués sous la forme de prêts émanant de la Banque Export-Import, c'est-à-dire, de prêts permettant d'acheter des produits américains (...)* » [18] Le 31 janvier 1964, le président Lyndon B. Johnson rassurait David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, le directeur général de l'entreprise minière Anaconda, celui de l'International Telephone and Telegraph Company (ITT&C) et de Pepsi-Co : « *Nous devons (...) tout faire pour nous assurer que le climat en Amérique latine soit favorable aux investissements* ». [19] En 1965, enfin, les Etats-Unis intervenaient en République Dominicaine dont le président du pays mettait en place un programme de réforme, notamment agraire. Le climat allait donc rester « favorable » aux investissements américains...

Selon Philip Agee, ancien agent de la CIA, l'Alliance pour le progrès n'était donc qu'« *une valve de sécurité pour l'injustice et l'exploitation capitaliste (...), ce que la classe dominante accepte de céder en termes de redistribution quand un danger menace le système dans son ensemble (...)* » [20]. Sans surprise, « *quand l'urgence et le danger diminuent, alors la pression sur la valve de sécurité décline et les forces naturelles de l'accumulation reprennent le dessus, effaçant bientôt les gains relatifs que les exploités avaient pu obtenir à travers la réforme* » continuait-il.

Il y a fort à parier que le nouvel élan de la politique étrangère de George W. Bush connaisse le même sort. D'autant plus que, si le projet de Kennedy était porteur d'un souffle réel, « *les nouvelles initiatives* » annoncées par George W. Bush manquent clairement d'ambition. Un exemple : dans le domaine de la « *diplomatie de la santé* », dont la Maison blanche avait fait l'un de ses slogans, sa proposition se limite... à l'envoi d'un navire de la marine américaine pour faire des escales sanitaires dans les ports de onze pays de la région. De manière générale, alors que « *la Norvège contribue 0,9% de son PIB à l'aide au développement, les*

*Etats-Unis n'en dépensent que 0,16% » en faisant « l'un des pays les moins généreux par rapport à la taille de leur économie » [21]. Un éditorial du quotidien Brésilien *O Estado de Sao Paulo* expliquait d'ailleurs que le « *paquet cadeau* » américain ne représentait que l'équivalent de ce qui est dépensé en cinq jours en Irak.*

Un nouveau rapport de force ?

Il n'en est pas moins intéressant d'identifier les moteurs de ces évolutions des rapports de force qui parviennent à contraindre les Etats-Unis à modifier leur discours... et parfois leur attitude. En 1961, le « danger » qui menaçait le système avait une barbe, fumait le cigare et répondait au nom de Fidel. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Il y a tout d'abord l'affaiblissement de la position américaine liée au fiasco de la guerre en Irak, déclenchée en 2003. Ce conflit a non seulement affaibli la première puissance mondiale au plan militaire, mais elle a participé à la chute du dollar de plus de 20% entre janvier 2003 et février 2007. En conséquence, et même s'il reste absolument crucial pour l'Amérique latine, le marché américain perd de son importance dans la région... notamment au profit de la Chine dont le commerce avec la région est passé, selon Marc Saint-Upéry, de moins de 200 millions de dollars en 1976 à plus de 40 milliards en 2005. [22]

L'autre effet indirect de la guerre en Irak a été d'accélérer la hausse du cours des matières premières. Le baril de « brent » est ainsi passé d'environ 25 dollars au premier semestre 2003 à plus de 57 dollars en février 2007 (avec un pic à plus de 73 dollars à l'été 2006). Sur la même période, et pour ne prendre que cet exemple, le prix des matières premières (hors énergie) importées par la France, a pratiquement doublé [23]. A son tour, cette flambée des prix engendre une augmentation considérable des réserves de change des pays du Sud et réduit proportionnellement leur dépendance face aux crédits accordés par les Institutions financières internationales, le bras « économique » de l'impérialisme américain.

Mais ces menaces ne seraient pas nécessairement inquiétantes pour les Etats-Unis si elles ne s'accompagnaient d'évolutions, d'ordre politique celles-là. Ces derniers développements - eux-mêmes ancrés dans la plus grande des continuités, celle de la lutte sociale -, sont porteurs de ce qui constitue peut-être la seule rupture véritable dans le continent aujourd'hui.

Ruptures

« *L'Amérique latine se scinde en deux blocs* » déclarait fort lucidement Jorge Castañeda, ministre des affaires étrangères du Mexique de 2000 à 2003, dans les colonnes du *Monde*, le 9 mars 2007, avant de distinguer, avec peut-être moins de bonheur, « *le parti de la modernité* » d'une part et un « *bloc [vivant] une tentation autoritaire constante* », d'autre part (sans qu'il soit vraiment nécessaire de spécifier où se positionnent, selon lui, les néolibéraux et... les autres). Mais il existe une autre façon de décrire le front qui sépare les « deux blocs » qui s'affrontent en Amérique latine. Pour « archaïque » qu'elle puisse sembler aux « modernes », elle a toutefois l'avantage de s'appuyer sur une réalité sociale concrète, elle : la lutte des classes.

Après plus de vingt ans de « réformes néolibérales » imposées avec plus ou moins de violence à la région par les « Chicago boys », les sociétés latino-américaines ont payé un lourd tribut à la « modernité ». Entre 1980 et 2000, le produit intérieur brut par habitant de la région n'augmentait que de 9% en Amérique latine, contre... 82% entre 1960 et 1980. Au

Venezuela, par exemple, la classe moyenne chutait de 28 à 4% de la population entre 1984 et 2004. La région connaît aujourd'hui les niveaux d'inégalités les plus forts au monde. Au Brésil, « *Les 10% des Brésiliens les plus riches – qui possèdent la deuxième flotte d'avions et d'hélicoptères privés du monde – concentrent (...) 45,1% des revenus, tandis qu'une moitié de la population n'en reçoit que 14,1%.* » [24]

Continuité, là encore, dira-t-on. Pas si sûr. Les classes populaires engagées dans cette lutte, très largement majoritaires dans la région, comptent aujourd'hui avec plusieurs gouvernements en phase avec leurs aspirations en Bolivie, à Cuba, en Equateur, au Venezuela, mais aussi – dans un contexte différent –, au Brésil et en Argentine. Portés par la légitimité populaire que leur garantissent les processus démocratiques dont ils sont issus et par l'affaiblissement des Etats-Unis embourbés au Moyen-Orient, ces pays sont aujourd'hui en mesure d'accomplir des réformes qui, il y a encore années, auraient provoqué l'ire belliqueuse de l'Oncle Sam. La réforme agraire, pour ne prendre que cet exemple, est en cours au Venezuela, en Bolivie et au Brésil alors qu'elle fut un motif suffisant pour déclencher des interventions militaires menées (ou appuyées) par les Etats-Unis au Guatemala en 1954, au Brésil en 1964, et, nous l'avons vu, en République Dominicaine, en 1965, pour ne citer que ces exemples.

Mais ce n'est pas tout. La région est en train de mettre en place non seulement les conditions politiques, mais aussi les structures concrètes, rendant possible une intégration indépendante du voisin du Nord et basé sur d'autres valeurs que celles du marché. Il s'agit de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ou ALBA, qui signifie « aube » en espagnol), un espace de collaboration, d'échange et de coopération visant, prioritairement, à apporter des réponses aux problèmes sociaux de la région : alimentation, santé, logement, etc.

On s'en doute, un tel projet, encore embryonnaire à bien des égards, implique nécessairement une réhabilitation du rôle de l'Etat dans les politiques publiques et de la reconnaissance du droit des peuples à la souveraineté. Souveraineté, Etat, nation, l'ALBA porte en lui la négation même du système capitaliste en ce qu'il opposera – de nouveau –, aux « mouvements de capitaux » le seul obstacle capable d'en arrêter l'avancée : les frontières. Il est donc l'exact opposé du projet défendu par les Etats-Unis, celui d'une « Zone de libre-échange des Amériques » (ou ALCA, selon l'acronyme espagnol).

Cet élan représente une réelle menace que le voyage de George W. Bush visait à briser à travers la signature d'accord commerciaux bilatéraux rompant les logiques d'intégration régionale (ce fut le cas avec l'Uruguay qu'un accord avec les Etats-Unis éloignerait du Marché commun du Sud, MERCOSUR) ; à travers les partenariats financiers privilégiés liés à la lutte contre le narco-terrorisme (notamment en Colombie) ; ou encore à travers le fameux accord concernant le développement de la production de biocarburant à partir de la canne à sucre brésilienne.

Sans rentrer dans le détail de cet accord présenté comme un premier élément de solution des problèmes environnementaux de la planète, notons qu'il présente, d'un point de vue américain, trois avantages... Aucun d'entre eux n'ayant le moindre lien avec l'environnement (puisque de ce point de vue, même des revues aussi flatteuses pour les politiques néolibérales que *The Economist* en critiquaient la logique [25]). Tout d'abord, il conforterait le lobby automobile lui offrant un second souffle comme mode de déplacement. Ensuite, il permettrait de renforcer la position prééminente du Brésil en tant que moteur du développement économique de la région. Pour finir, en réduisant la dépendance du monde

envers le pétrole, il affaiblirait considérablement le poids du Venezuela, dont une partie de la puissance diplomatique provient directement de ses réserves en pétrole. D'une pierre trois coups...

Sans le Brésil - géant économique de la région, dont le PIB représente la moitié du PIB total de l'Amérique du Sud -, l'intégration latino-américaine ne pourra pas aboutir. Les Etats-Unis l'ont bien compris qui cherchent - la méthode, là non plus, n'est pas nouvelle -, une alliance avec la bourgeoisie nationale brésilienne pour contrecarrer la dynamique anti-néolibérale qui semble naître sur le continent. D'une part, ces 20 000 familles - qui se voient reverser en moyenne 7 à 8% du PIB brésilien pour le service de la dette publique du pays dont elles détiennent 80% des titres [26] -, ont tout intérêt à ce que le Brésil poursuive sa politique d'exportations massives (génératrice de devises nécessaires... au paiement de cette dette qui continue à augmenter). Par ailleurs, alors qu'un pourcent de la population brésilienne détient cinquante-quatre pourcent des terres cultivables du pays, on imagine bien que ces grands propriétaires terriens ont tout intérêt à voir se développer des projets importants dans le domaine de l'agrobusiness. Le bras de fer brésilien n'est donc pas fini...

Pour l'heure, l'ALBA n'est constitué que de la Bolivie, de Cuba et du Venezuela, auxquels l'Equateur pourraient bientôt se joindre, alors que le cœur du Nicaragua balance encore [27]. En effet, le chant des sirènes libre-échangistes pourrait l'amener à préférer la signature d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis. Il est vrai que les réalisations de l'ALBA sont encore limitées, mais l'ambition que porte le projet trouve déjà ici et là des manifestations concrètes qui en dépassent le cadre et montrent bien que l'intégration régionale est en marche... et que, pour l'instant, le Brésil est de la partie.

Ainsi « Banco del Sur », pour ne prendre que cet exemple. Le 21 février dernier, l'Argentine et le Venezuela proposaient de créer un système régional de crédit, indépendant des institutions financières internationales. Ce projet de « Banque du Sud » - visant à « briser la dépendance qu'imposent les autres organismes de crédit » et favoriser « tous les investissements visant à la reconversion productive, à l'inclusion sociale, à l'intégration physique de nos pays » [28] sur une base plus solidaire -, allait bientôt être rejoint par le Brésil, donc, mais aussi la Bolivie et l'Equateur avant que le Nicaragua et le Paraguay n'en fasse de même dans quelques mois.

L'idée n'est pas neuve. Ce qui l'est, par contre, c'est qu'il soit possible de la concrétiser. Comme le note Damien Millet, du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), le Japon avait, lui aussi, souhaité créer un Fonds monétaire asiatique à la suite de la crise asiatique de 1997/1998. « A l'époque, les Etats-Unis et le FMI s'y étaient opposés », désireux de ne rien perdre de leur influence. [29]

Avec la hausse des cours des matières premières, « L'Amérique latine dispose de près de 200 milliards de dollars en réserves internationales placés en dehors de la région et principalement dans le premier monde (...) », expliquait récemment le nouveau président de l'Equateur, Rafael Correa, avant d'ajouter : « Il est absurde de voir que nous sommes en train de financer le premier monde. » [30]

Retour de bâton

Une page semble bel et bien sur le point de se tourner... qui pourrait déstabiliser considérablement le voisin du Nord. En effet, comme l'explique James Petras, « l'économie des Etats-Unis dépend essentiellement du flux massif des fonds dérivés des investisseurs de

*l'extérieur pour financer son déficit » [31]. La menace de voir s'évaporer 200 milliards de dollars - sans compter le problème politique que poserait leur investissement dans la transformation sociale d'une « arrière-cour » si proche -, méritait bien une réaction de la part des Etats-Unis. Comme en 1961, les Latino-américains ont eu droit à de longs discours à la gloire de la « *justice sociale* » [32] et à la promesse d'une « *révolution* » dans le sous-continent. Vive la révolution, donc, pourvu qu'elle ne soit pas « sociale ».*

À en juger par les manifestations gigantesques qui devaient servir de comité d'accueil au président américain lors de sa tournée, les peuples latino-américains ont fait leur choix entre la logique de l'annexion et celle de l'intégration [33]. Mais, à Washington, personne n'oublie que, lorsque les discours ne suffisent pas, il y a toujours d'autres moyens pour défendre les intérêts des capitaux privés américains. Au moment même où la Maison Blanche souhaite « *montrer qu'elle est au diapason des priorités de la région* » [34], la nomination de John Negroponte au poste de Secrétaire d'Etat adjoint (le 5 janvier 2007) ne donne aucun gage d'apaisement de sa politique étrangère. Son rôle dans le soutien apporté aux « *Contras* » lors de la révolution sandiniste au Nicaragua est bien connu en Amérique latine où il incarne la ligne dure et interventionniste des Etats-Unis dans la région.

Un mois après le lancement de l'Alliance pour le progrès, les Etats-Unis organisaient le débarquement de la Baie des cochons à Cuba. C'était le 17 avril 1961... car, comme le remarque Noam Chomsky : « *si cet hémisphère échappe à tout contrôle comment les Etats-Unis peuvent-ils espérer affronter la défiance ailleurs ?* » [35]

Source : à paraître dans la revue Utopie Critique (<http://www.utopie-critique.net/>). Ce texte a été transmis à [Risal](#) par son auteur.

Notes:

[1] George W. Bush, le 5 mars 2007. A chaque fois, les traductions sont de moi.

[2] Il prononcera le mot « compassion » un minimum de 15 fois pendant les conférences de presse données au cours de ces 6 jours, selon le calcul d'Andrés Oppenheimer (« *Bush's 'compassion' claim didn't play well on tour* », *Miami Herald*, Andres Oppenheimer, 15 mars 2007).

[3] George W. Bush, le 5 mars 2007, au Centre international de commerce « Ronald Reagan » de Washington.

[4] Cité par Andrés Oppenheimer, *ibid.*

[5] George W. Bush, *ibid.*

[6] Cité dans *Empire's workshop*, Greg Grandin, Metropolitan books, 2006.

[7] Traité de libre-échange signé par le Canada, les Etats-Unis et le Mexique en 1994.

[8] Cité dans Bruno Texier « « L'axe du mal » latino-américain », revue *Agir* n°15, octobre 2003.

[9] Herbert Matthews cité dans David Horowitz, « The Alliance for progress », *The socialist register*, 1964.

- [10] Source : « U.S.-Latin American Trade : Recent Trends », J. F. Hornbeck, rapport devant le Congrès américain, 11 mai 2004.
- [11] Source : Banque mondiale.
- [12] Cité dans Claude Julien, *L'empire américain*, Editions Bernard Grasset, 1962.
- [13] Eduardo Galeano, *Les venas abiertas de America latina*, Siglo veintiuno de espana Editores, 1971.
- [14] Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales, Paris, 1971.
- [15] Robert Zoellick, « Notre credo : le libre-échange et la concurrence », Wall Street Journal, 10 juillet 2003 cité dans Bruno Texier, *ibid.*
- [16] CETRI, « Les dessous de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) », Alternatives Sud, 2003 cité dans Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar*, La découverte, 2007.
- [17] Georges W. Bush, *ibid.*
- [18] David Horowitz, *ibid.*
- [19] Déclaration devant le Business Group for Latin America, le 31 janvier 1964.
- [20] Philip Agee, *Inside the Company : CIA Diary*, Penguin, 1975.
- [21] Andres Oppenheimer, *ibid.* d'où je tire, aussi, la référence à O Estado de Sao Paulo.
- [22] Marc Saint-Upéry, *ibid.*
- [23] INSEE, 2007.
- [24] Marc Saint-Upéry, *ibid.*
- [25] Lire « Castro was right - Ethanol », *The Economist*, 7 avril 2007.
- [26] Aujourd'hui 85% de la dette totale du pays.
- [27] Après avoir signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (CAFTA, devenu CAFTA-DR en 2004), le pays semblerait prendre un nouveau chemin avec l'arrivée au pouvoir de Daniel Ortega. En janvier 2007, celui-ci signait un autre accord... visant, celui-là, l'entrée du pays au sein de l'ALBA.
- [28] « Argentina y Venezuela crean el Banco del Sur : confían en que se sumará toda Sudamérica », *EFE*, 22 février 2007.
- [29] Entretien avec l'auteur, 27 février 2007.
- [30] *Telesur*, 12 avril 2007.
- [31] James Petras, « ¿Quién gobierna el mundo ? », *ADITAL*, le 28 mars 2007.
- [32] L'expression revint 5 fois au cours du discours de George W. Bush, le 5 mars 2007.

[33] Je tire la formulation de « ALBA y ALCA : el dilema de la integración o la anexión », Osvaldo Martínez, *Rebellion*, 9 septembre 2005.

[34] Marcela Sanchez, « Bush's Other Half – U.S. President Hopes Softer Side Will Win Over in Latin America », *Washington Post*, 9 mars 2007

[35] « Latin America declares independence », *International Herald Tribune*, 3 octobre 2006.

La source originale de cet article est [Risal](#)

Copyright © [Renaud Lambert](#), [Risal](#), 2007

Articles Par : [Renaud Lambert](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca